



PROGRAMME

DU FRONT NATIONAL

ÉCONOMIE ET EMPLOI

1 - Défendre l'économie belge et européenne contre les méfaits de la mondialisation.

◆ Des pans entiers de notre économie ont disparu ou sont menacés de mort - agriculture, métallurgie, textile, industrie automobile, industrie aéronautique et spatiale, artisanat - alors que de produits extra-européens l'importation ne cesse de croître. Afin de protéger nos entreprises et nos salariés, le Front National se prononce en faveur d'une taxation de ces produits, en provenance principale d'Amérique du Nord, de Chine et d'Asie du Sud-est. A cet égard, la Belgique devra exiger une révision de la politique mondialiste de l'Union Européenne.

◆ Pour des raisons financières et écologiques - coût du transport, pollution inhérente à ce même transport - les marchandises doivent être, dans la mesure du possible, produites au plus près du lieu de consommation. Ainsi, encourageons-nous prioritairement la consommation de produits fabriqués en Wallonie et à Bruxelles ou dans les régions limitrophes.

◆ Prônée par les hommes politiques et les milieux d'affaires d'outre-Atlantique, la mondialisation de l'économie provoque chaque jour de nouvelles tragédies au cœur de nos vieilles sociétés industrialisées. Des patrons indignes pratiquent la délocalisation des entreprises. Ils ferment leurs usines d'Europe, accroissant chômage et précarité. Ces inciviques n'hésitent guère à licencier le personnel afin de réaliser de plantureux bénéfices dans les pays du Tiers-Monde, où la main d'œuvre, parfois composée d'enfants, est bon marché. Dans l'immédiat, ces délocalisations doivent être sanctionnées : elles constituent un véritable crime économique contre le peuple et la nation. Elles devront être réglementées par une loi visant à protéger nos ouvriers, employés et cadres, producteurs émérites ayant droit à la sécurité de l'emploi.

◆ Le Front National refuse catégoriquement les diktats mondialistes qui appauvrissent nos populations et encouragent la concurrence déloyale, l'exploitation de la main-d'œuvre et la création de monopoles. Si la mondialisation est une catastrophe pour l'économie européenne, elle n'est pas une fatalité ! Nous appelons à la résistance face à l'oppression des Bush, Soros et consorts. Et nous dénonçons, avec la même énergie, l'altermondialisme – version tiers-mondiste de la même fureur antieuropéenne. Soucieux de préserver la compétitivité de nos entreprises, l'emploi de nos ouvriers hautement qualifiés et l'avenir de nos services publics, les nationalistes de Belgique affirment leur volonté de dénoncer, avec l'ensemble de leurs partenaires européens, les accords mondiaux sur le commerce - O.M.C. Garantissant indépendance et prospérité, un nouveau protectionnisme économique est une nécessité pour notre continent. Il doit s'appliquer à l'ensemble du marché européen actuel. Un partenariat privilégié avec la Fédération de Russie, nation amie, permettra d'étendre ce marché à l'Eurosibérie, créant ainsi un espace économique et commercial géographiquement homogène de Reykjavik à Vladivostok. La création de cet espace, auquel répondraient, de par le monde, d'autres grands ensembles économiquement géo-centrés - Amérique latine, monde arabo-musulman, Asie du Sud-est - serait la réponse adéquate à la mondialisation capitaliste nord-américaine – l'Etat-nation historique étant aujourd'hui de dimension trop réduite.

◆ La protection de notre potentiel économique passe également par le rétablissement des frontières européennes. Le contrôle à ces frontières doit être confié à une Administration centrale des Douanes européennes, qui aura, entre autres missions, le devoir de lutter contre l'immigration clandestine, fourrier du travail au noir et des activités mafieuses.

2 - Promouvoir une économie participative et citoyenne.

◆ Le Front National ne remet nullement en cause la propriété privée, la légitime rémunération du capital, l'initiative privée. Mais il est évident que l'économie doit être au service de l'intérêt général, de la communauté populaire tout entière. L'économie sert l'homme – et non l'inverse. Le Front National veut rendre à l'économie sa finalité réelle, aujourd'hui simple activité productrice et consommatrice de biens matériels. Il entend la subordonner à l'activité spirituelle et politique de l'homme.

◆ Les acteurs de la vie économique doivent être considérés non comme de simples exécutants interchangeables, mais comme des partenaires à part entière : salariés, appointés et cadres forment l'épine dorsale et la substance même de l'entreprise. Une entreprise est une famille de producteurs : il faut y partager les richesses selon les mérites de chacun. Nous nous prononçons pour une participation des travailleurs aux bénéfices des sociétés, pour un actionariat ouvert aux femmes et aux hommes dont la vie est intimement liée à celle de l'entreprise. Responsabilités, risques et bénéfices seront ainsi partagés dans toute entreprise de plus de cent salariés.

◆ Cette cogestion, initiée en France voici un demi-siècle, est aujourd'hui largement répandue en Allemagne fédérale. Elle établit, au sein de la grande entreprise, une collaboration active, source d'émulation ; elle garantit un travail de qualité et est gage de paix sociale

et de prospérité. De plus, elle réduit considérablement l'absentéisme, évite les délocalisations et l'outsourcing.

3 - Défendre les artisans, les petits commerçants, les P.M.E. et les professions libérales.

- ◆ Véritable moteur de la vie économique, les artisans, commerçants et responsables de P.M.E. doivent bénéficier d'une aide accrue passant notamment par la simplification des formalités relatives à la création d'entreprise.
- ◆ Il convient aussi de protéger davantage les commerces de proximité - épiceries, boucheries, boulangeries,... - dont l'existence est menacée par la grande distribution. Le Front National demande un contrôle de l'actuelle prolifération des grandes surfaces.
- ◆ Dans le secteur des restaurants et débits de boissons - HORECA - le Front National se prononce pour une TVA unique de 6% - taux, à ce jour, uniquement appliqué aux préparations à emporter.
- ◆ Les professions libérales, également pourvoyeuses de milliers d'emplois, offrent à nos concitoyens d'exceptionnelles garanties d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics. Synonymes de compétence - responsabilité et secret professionnel, éthique, déontologie - il est urgent qu'elles bénéficient de mesures de relance économique.

4 - Diminuer les charges sociales et la fiscalité des petites entreprises.

- ◆ Actuellement, nos P.M.E. sont écrasées par une fiscalité et des charges sociales exorbitantes. Le coût de production des produits s'en trouve démesurément accru - ce qui, sur le plan international, met en danger la compétitivité de nos entreprises. Pénalisant l'effort et l'emploi, ces prélèvements démesurés doivent diminuer. Ils freinent le développement de l'esprit créatif et la volonté d'entreprendre. Ils empêchent un accroissement de la production et de la consommation, condition sine qua non de la relance de l'économie. Ils empêchent surtout l'embauche de chômeurs impatients de retrouver l'emploi et la qualité de vie dont ils sont dignes.
 - ◆ Le montant des charges sociales à acquitter par les indépendants devrait être calculé annuellement, sur base des revenus de l'année précédente. Il faut tenir compte d'une éventuelle baisse de revenus.
- Si le Front National se déclare partisan d'une réduction substantielle des charges sociales payées par les entreprises, il nous faut préciser que ces réductions seront prioritairement accordées aux chefs d'entreprises qui engageront de nouveaux travailleurs.
- ◆ Une augmentation de la TVA frappant les produits importés - autres que de première nécessité ou de chauffage - devra également être envisagée pour pallier le manque à gagner de l'Etat. Cette mesure est indispensable pour équilibrer le budget de l'Etat. Elle favorisera la compétitivité de nos entreprises face au dumping social que pratiquent les entreprises étrangères. Nos exportateurs gagneront en compétitivité. Les produits manufacturés en Belgique resteront détaxés à l'exportation. D'importantes économies - qui bénéficieront à l'ensemble de notre population - seront encore réalisées par le retrait de la Belgique de l'OTAN, machine de guerre au service de l'impérialisme et du bellicisme américains.
 - ◆ Une lutte renforcée contre les grands fraudeurs fiscaux nous semble également une nécessité. Ni amnistie, ni cadeaux pour ceux qui accomplissent des actes de mauvaise foi, contreviennent à la loi et nuisent à l'ensemble des contribuables !

5 - Développer des services publics de qualité.

- ◆ Pour remplir pleinement ses fonctions régaliennes, l'Etat doit promouvoir une revalorisation du statut des agents des services publics - à commencer par ceux dont le travail pénible est rarement reconnu à sa juste valeur - pompiers, policiers, personnel pénitentiaire,...
- ◆ L'immense majorité des fonctionnaires de ce pays allie compétence et amour du travail bien fait. Le recrutement des fonctionnaires doit se faire sur base de concours et donner lieu à un statut unique applicable à toutes les administrations et parastataux. Il convient de mettre fin au régime des contractuels, dont le sort demeure des plus incertains. Or, ceux-ci représentent aujourd'hui, dans de nombreux secteurs, la majorité des agents de l'Etat. Le Front National demande pour tout contractuel, employé depuis deux ans minimum au sein d'une administration, la possibilité de se présenter à un concours et d'acquiescer immédiatement, en cas de réussite, la qualité de statutaire. Exceptionnellement, le concours pourra être remplacé par le passage devant une commission indépendante chargée d'évaluer les mérites et aptitudes du fonctionnaire contractuel.
- ◆ La revalorisation de la fonction publique passe encore par l'augmentation conséquente des bas salaires - ceux des anciens niveaux 3 et 4 ainsi que par la formation permanente des travailleurs et l'étude d'une ou de plusieurs langues européennes. Cette formation pourra être acquise soit au sein de l'administration concernée, soit par le biais de cours du soir - crédits d'heures et primes nous semblent d'excellents moyens de stimuler les fonctionnaires.
- ◆ Les primes de mérite doivent être généralisées dans toute la fonction publique.
- ◆ La dépolitisation de la haute administration nous apparaît également comme une tâche des plus urgentes.

6 - Refuser la discrimination positive.

◆ Notre parti s'oppose résolument à toute mesure de "discrimination positive". Ces mesures, qui visent à privilégier les immigrés non européens sur base de l'origine ethnique et religieuse, sont l'expression du racisme le plus sournois. Il est à noter que ceux qui prônent la préférence nationale et européenne en matière d'emploi tombent aujourd'hui sous le coup des lois "antiracistes", alors que ceux qui prônent la préférence extra-européenne font figure, aux yeux de l'actuelle majorité socialo-libérale, d'humanistes distingués... Rappelons que la "discrimination positive", apparue aux Etats-Unis dans le courant des années 1970, a, depuis lors, été abandonnée dans ce pays.

◆ Le principe de la priorité d'emploi pour les "minorités visibles" signifie chômage et misère pour les femmes et les hommes de notre peuple. Il transforme Belges et Européens en citoyens de deuxième zone sur leur propre sol. De plus, il annule la liberté d'embauche des administrations et des chefs d'entreprise. Or l'embauche du personnel ne peut être déterminée que suivant deux critères : la compétence et la motivation.

7 - Instaurer le salaire parental.

◆ Dans le cadre de sa politique familiale, le Front National veut récompenser les parents qui, en se consacrant à l'éducation de leurs enfants, libèrent des postes de travail et donnent à notre société de nouvelles générations ayant grandi dans un milieu familial harmonieux. Il convient d'offrir aux mères et pères la possibilité de choisir librement, sans contraintes financières, entre l'exercice d'une activité professionnelle et l'éducation de leurs enfants.

◆ Le libre-choix des parents quant au bénéficiaire du salaire parental doit être absolu : ce revenu pourra être versé soit à la mère de famille, soit au père.

◆ Pour les parents désireux de poursuivre une carrière professionnelle à mi-temps ou à temps plein, le Front National propose une augmentation substantielle des allocations familiales, ainsi que la généralisation de crèches d'entreprise gratuites.

8 - Développer un enseignement de qualité, lié aux nécessités de la vie professionnelle.

◆ Pour assurer une adéquation entre les qualités de l'étudiant, futur acteur de la vie économique, et le souhait de l'employeur, il faut garantir un enseignement de qualité, qu'il s'agisse de l'enseignement général, technique ou professionnel. Ces deux derniers types d'enseignement doivent être revalorisés et mieux associés au monde du travail, via l'apprentissage. Il faut remettre à l'honneur les métiers manuels. Il faut recréer une aristocratie d'ouvriers et d'artisans. Un partenariat doit être envisagé entre l'école et l'entreprise afin de réduire préventivement le chômage des jeunes.

9 - Développer les technologies de pointe dans le cadre d'une coopération interrégionale européenne.

◆ La Wallonie, dans le cadre de cette coopération, serait pleinement solidaire de la Flandre, de la Rhénanie et de la France. Une synergie bénéfique assurerait créativité, compétitivité, emploi et bien-être. Cette mesure nécessite un encouragement sélectif des investissements.

10 - Lutter contre la fraude aux allocations diverses.

◆ Le demandeur d'emploi qui refuse plusieurs offres correspondant à sa qualification doit être sanctionné et exclu temporairement du bénéfice des allocations de chômage. Cette mesure ne vise pas à restreindre les droits des véritables chômeurs, qui ne doivent pas être assimilés à une minorité de profiteurs. Les allocations de chômage constituent un droit absolu pour toute personne victime de la conjoncture actuelle, notre système social étant basé sur le principe de la solidarité nationale. Mais être chômeur n'est évidemment pas une profession. Il n'est donc pas paradoxal de demander une vérification sérieuse de la situation réelle des bénéficiaires d'allocations.

◆ La formation professionnelle doit être obligatoire pour tout demandeur d'emploi non qualifié âgé de moins de 40 ans et totalisant deux ans de chômage révolus.

◆ Les chômeurs plus âgés se verront proposer un travail au service de la communauté, avec allocation supplémentaire. Mais il est surtout nécessaire de lutter contre toute discrimination basée sur l'âge du demandeur d'emploi – quadragénaires et quinquagénaires possédant le plus souvent expérience et sérieux indispensables au développement des entreprises.

POLITIQUE SOCIALE

1 - Favoriser l'achat du logement social par nos concitoyens qui y vivent.

◆ Certains mandataires profitent de la tutelle qu'ils exercent sur la gestion des logements sociaux pour pratiquer un clientélisme dont ils retirent, bien évidemment, de substantiels avantages. Le Front National souhaite que les locataires de logements sociaux puissent en devenir les propriétaires. Après vingt ou vingt-cinq années de loyers régulièrement acquittés, ils s'en verront remettre le titre de propriété.

2 - Confier la gestion des logements sociaux aux CPAS.

3 - Aider chacun à accéder à la propriété.

◆ Chaque famille doit pouvoir devenir propriétaire de son logement. Une aide accrue à l'achat d'une maison ou d'un appartement nous semble une priorité absolue. Puisque "chaque Belge a une brique dans le ventre", nous préconisons la création d'un organisme dont l'activité se limiterait strictement aux prêts immobiliers. Le taux d'intérêt y serait des plus réduits et les prêts prioritairement accordés aux jeunes couples et aux familles comptant plus de deux enfants. Ainsi pourrions-nous pleinement faciliter l'accès de tous à la propriété privée, protéger la consommation des ménages et lutter, par des avantages concrets et immédiats, contre la dénatalité qui mine notre société.

4 - Lourdes taxations de la spéculation immobilière des multinationales, des compagnies d'assurance et des banques, en protégeant les petits propriétaires privés.

◆ La spéculation immobilière frappe Bruxelles et les grandes villes de Wallonie. De nombreux logements sont vides d'occupants et laissés à l'abandon, certains propriétaires spéculant sur la hausse vertigineuse du prix du mètre carré et espérant tirer de leur bien une plus-value disproportionnée lorsqu'une société immobilière leur en proposera le rachat. Ces immeubles seront ensuite détruits ou transformés en bureaux.

Le Front National s'oppose à cette spéculation, qui a aussi des répercussions sur la sécurité et la vie des quartiers. Un quartier administratif est déserté dès l'heure de fermeture des bureaux. Il résulte de ce vide un climat d'insécurité, né de l'absence de vie sociale et communautaire.

5 - Mettre fin au scandale des "sans abris".

◆ Chaque année, médias larmoyants et professionnels de l'humanitaire "découvrent" qu'il fait froid en décembre et qu'un certain nombre de nos compatriotes n'ont pas de toit. Ces bonnes consciences appointées n'hésitent cependant pas à se mobiliser en faveur des immigrés illégaux – pudiquement rebaptisés "sans papiers" – ne se souciant du sort des plus déshérités d'entre nous que durant la seule période hivernale.

Le drame des "sans abris" mérite notre attention à chaque instant. Chacun a droit à un logement décent.

C'est pourquoi le Front National exige que des mesures soient prises afin de mettre fin au scandale des "sans abris", honte de toute société civilisée. Dans un premier temps, casernes et locaux d'Etat désaffectés pourraient être mis à disposition par les communes pour loger ces défavorisés. Les SDF auraient la possibilité de restaurer ces immeubles, les services publics fournissant matériaux, logistique et conseils. Dans un second temps, l'Etat aura le devoir de trouver une solution définitive au fléau de l'exclusion : ce ne sont pas les organisations caritatives qui ont seules cette charge. Le Ministère des Affaires sociales verra donc son budget augmenter au détriment du budget d'autres ministères et au détriment de certaines ONG inutiles, subsidiées en pure perte.

6 - Revaloriser les salaires.

◆ La concurrence déloyale exercée par la main d'œuvre d'immigrés clandestins - c'est-à-dire d'individus violant nos lois - doit cesser par l'expulsion de ces délinquants. Pour cette même raison de concurrence déloyale, le travail au noir doit être réprimé avec davantage d'énergie. Par ailleurs, les prélèvements sociaux élevés, loin de profiter aux travailleurs, augmentent le coût de la main d'œuvre et ne permettent pas une nécessaire revalorisation des salaires. Quoique prétendent politiciens et économistes du système, le "passage à l'euro" a provoqué une augmentation continue des prix. Il ne s'agit pas pour nous de contester la nécessité d'une monnaie européenne unique, indispensable à la volonté de puissance de notre grande nation commune. Nous constatons seulement que "les prix montent par l'ascenseur, les salaires par l'escalier". Le pouvoir d'achat régresse ; la paupérisation s'installe. Une

revalorisation des salaires s'impose donc de façon urgente. Les bas salaires seront les premiers à bénéficier des initiatives du Front National en ce domaine : 10% d'augmentation du salaire net nous semblant un minimum. Cette mesure aura aussi un effet bénéfique dans la lutte contre le chômage, la différence entre le bénéfice d'allocations sociales et un travail mal rémunéré étant infime. Si les chômeurs recherchent un emploi, ils recherchent aussi un salaire décent – ce que semblent oublier économistes et sociologues libéraux.

◆ Après augmentation des salaires modestes et moyens, le Front National propose de bloquer, pour une période de deux ans, la grande majorité des prix, des salaires et des loyers sur l'ensemble du territoire national.

7 - Interdire le licenciement pur et simple des travailleurs et des cadres appartenant aux entreprises faisant partie d'un groupe dont le bilan est globalement bénéficiaire.

8 - Revaloriser le statut des indépendants.

◆ Pour mettre fin au mépris dans lequel les gouvernements successifs ont tenu les indépendants, le Front National propose trois mesures concrètes :

- la déductibilité des investissements favorisant l'engagement de personnel ou la modernisation de l'entreprise ;
- la déductibilité immédiate des créances lors du prononcé de la faillite d'un débiteur ;
- une réduction des charges fiscales pour les indépendants débutants.

9 - Accorder un moratoire de dettes aux petits indépendants.

◆ La crainte de l'échec et de la faillite décourage de nombreuses personnes d'entreprendre une carrière d'indépendant. Ceux qui font fi de cette peur se trouvent soumis aux règles implacables du crédit. Dettes et intérêts de celles-ci provoquent nombre de faillites et ouvrent la voie à la paupérisation. Il est souhaitable que l'Etat accorde un moratoire aux petits agriculteurs, commerçants et artisans. Cette mesure provisoire vise à limiter le nombre de faillites, à protéger les familles et à maintenir les personnes menacées dans le monde du travail.

10 - Moraliser le crédit et combattre le surendettement.

◆ Le crédit est trop souvent accordé par certaines banques de façon irrationnelle. Conséquence directe : le surendettement touche un nombre sans cesse croissant de nos compatriotes.

Le Front National se prononce en faveur du strict respect de la loi sur le crédit à la consommation et de la loi sur les pratiques du commerce. Il condamne la traque des personnes économiquement faibles, victimes de mirages publicitaires, et souhaite qu'un crédit ne soit accordé qu'aux personnes capables de rembourser.

11 - Supprimer les droits de succession sur l'héritage au sein de la famille.

◆ Les biens familiaux ne doivent pas être soumis à l'impôt. Le patrimoine doit être transmis intégralement aux héritiers : il s'agit de protéger la propriété et l'harmonie économique de l'institution familiale.

Seuls les immeubles autres que celui qu'occupait le propriétaire défunt, les patrimoines financiers importants demeureront soumis aux droits de succession, qui seront de toutes façons réduits.

12 - Abroger le monopole des syndicats politiques officiels.

◆ Le Front National entend doter les syndicats d'une personnalité juridique. Il n'est pas acceptable que des acteurs de tout premier plan de notre vie économique et sociale ne soient pas juridiquement responsables de leurs initiatives. Leurs finances doivent être contrôlées pour mettre fin à toute comptabilité occulte ou opaque. Le paiement des allocations de chômage doit être effectué par les seules Caisses auxiliaires de Paiement des Allocations de Chômage - CAPAC - à l'exclusion de tout syndicat politique.

◆ Nous comptons aussi favoriser la création de syndicats nouveaux, réellement indépendants, le principe de liberté d'association ne pouvant pas à nos yeux souffrir la moindre restriction.

◆ est urgent de dépolitiser les syndicats dits représentatifs - FGTB, CSC, CGSLB - ceux-ci étant inféodés aux partis traditionnels - PS, cdH, MR. Le rôle du syndicat n'est pas de servir de courroie de transmission aux mots d'ordre sectaires des chefs de partis. Le syndicat doit défendre le personnel de l'entreprise et favoriser l'intérêt général par rapport aux intérêts catégoriels particuliers.

◆ Le Front National réaffirme son attachement au droit de grève – ultime recours du travailleur ayant subi une injustice, défendant son emploi ou luttant pour un salaire digne. Il convient cependant de rappeler que la plus légitime des grèves n'autorise jamais les violences, séquestrations ou détérioration de matériel. D'autre part, il est indispensable de garantir un fonctionnement minimum des services publics - en particuliers des trains, trams et bus - durant une grève, l'Etat étant garant du bien commun et de la liberté de mouvement des usagers - une grève n'est pas une prise d'otages. Les fonctionnaires qui assureront le fonctionnement minimum des services auront la possibilité de se déclarer solidaires de leurs collègues grévistes.

De même, dans le secteur privé, il est indispensable de veiller à la poursuite des activités vitales de l'entreprise, de ses fournisseurs et sous-traitants.

◆ L'Etat doit avoir un rôle de médiateur, d'arbitre visant à concilier les intérêts antagonistes des différentes catégories de producteurs. Il doit mettre en place un système souple de concertation privilégiant le dialogue social et la solidarité. Justice et paix sociales seront ses priorités en ce domaine. De même, il favorisera, par des initiatives concrètes, l'épanouissement culturel et social du travailleur.

13 - Supprimer les mutuelles politiques.

◆ Le Front National souhaite la création d'une mutuelle régionale unique et apolitique, débarrassée de la tutelle qu'exercent les apparatchiks oranges, rouges et bleus sur les organisations mutuellistes actuellement existantes.

14 - Promouvoir un capitalisme populaire pour mieux partager les richesses.

◆ Les travailleurs doivent s'associer à la vie de l'entreprise afin d'éviter l'affrontement néfaste entre ouvriers, employés et patrons - cogestion. Le Front National condamne toute idéologie de lutte des classes et de haine sociale. Des incitations fiscales doivent permettre le capitalisme populaire, antithèse radicale du capitalisme spéculatif et sauvage. Ces incitations permettront d'accroître le revenu des ménages.

◆ Le FN demeure fondamentalement attaché à la notion de service public. Mais si certains secteurs d'entreprises d'Etat se révélaient largement déficitaires, nous ne nous opposerions pas à une prise de participation du privé en leur sein. Encore faudrait-il que les entreprises intéressées par la reprise du secteur non performant soient immédiatement liées à l'activité dudit secteur. Une entreprise de transports pourrait s'occuper de la distribution des colis encombrants de La Poste, par exemple. Par contre, il ne saurait être question de vendre le secteur des colis à un quelconque fonds de pension étranger... dont le but unique serait d'engranger des bénéfices pour des actionnaires anonymes n'ayant aucun lien avec le secteur d'activités visé. Le Front National refuse le bradage de nos entreprises publiques nationales à une mafia d'agioteurs et spéculateurs internationaux. Si privatisation limitée il doit y avoir, celle-ci doit profiter à notre peuple, qui en est légalement et légitimement le propriétaire.

15 - Sauver la sécurité sociale.

◆ De plus en plus coûteuse et de moins en moins efficace, puisque la pauvreté et l'exclusion progressent, la sécurité sociale est menacée. Les quelques réformes timidement proposées par la participatie sont vouées à l'échec.

Le Front National propose une refonte totale de la sécurité sociale dont les axes visent à :

- confier à des institutions dépolitisées le soin de gérer la sécurité sociale. Syndicats et mutuelles seraient des outils efficaces de redistribution de l'aide sociale s'ils étaient dépolitisés. Le Parlement doit voter une loi-cadre déterminant une stricte séparation du politique et de l'aide sociale. La gestion de la sécurité sociale doit être confiée à l'Etat et soumise au contrôle du Parlement et de la Cour des Comptes.
- assurer les soins de santé aux plus démunis. Les ménages dont le revenu annuel est inférieur à 17 000 euros doivent bénéficier de soins gratuits dans des centres conventionnés. Les autres ménages seront soumis à un système de franchise proportionnel à leurs revenus.
- réparer les injustices. Les fonds dégagés par une diminution du coût de gestion et par une quasi-disparition du coût de l'immigration incontrôlée doivent impérativement servir à réduire les inégalités dans la répartition de l'aide sociale. Inégalités qui frappent, entre autres, les indépendants pensionnés.

16 - Sauver les pensions.

◆ Il est nécessaire, tout d'abord, de laisser aux cotisants le choix du moment où ils cessent leur activité professionnelle, à charge pour eux de cotiser en conséquence. La diminution de l'impôt pourrait également inciter nos compatriotes à accéder en plus grand nombre au système de pension complémentaire par capitalisation. Mais le but premier est de sauver la pension légale, qui doit être suffisante pour permettre à chacun une vie décente après de longues années de travail.

◆ Pour l'avenir, une politique familiale nataliste augmentera le nombre d'actifs par rapport au nombre de retraités et, partant, garantira

l'harmonie de notre système de solidarité nationale.

- ◆ La protection et l'augmentation des pensions sont primordiales.

Le Front National exige que le Fonds de Garantie des pensions soit alimenté d'une manière plus active par l'Etat Fédéral. Nous réclamons que les pensions soient revalorisées chaque année suivant le taux d'inflation et que la pension des indépendants soit au moins égale à celle d'un employé à carrière complète.

Il faut aussi que les pensions extra légales soient à l'abri des ponctions fiscales.

- ◆ Enfin, le Front National veut supprimer les primes de départ exorbitantes accordées aux grands patrons, pour lesquelles, trop souvent, les entreprises puisent dans les fonds de pension pour ne pas entamer leur Trésorerie. En effet, en faisant cela, ils rabotent les futures retraites des membres du personnel.

17 - Elaborer une politique des handicapés.

- ◆ Le Front National se prononce en faveur d'une réelle politique d'attention aux handicapés. Il entend favoriser leur intégration professionnelle et sociale et est partisan de l'assistance gratuite aux personnes réellement dépendantes, par le biais de l'adoption généralisée du principe du BAT.

- ◆ Le FN veut réduire le précompte immobilier pour les handicapés de plus de 65 ans.

18 - Lutter contre la marginalisation par la drogue.

- ◆ Le Front National est décidé à mener une lutte acharnée contre la drogue, cause de marginalisation, de délinquance et d'exclusion sociale. Il faut imposer à tous les toxicomanes une cure de désintoxication et permettre, par le travail et avec le soutien d'entrepreneurs et d'éducateurs, leur réinsertion dans la vie de la communauté. Si les drogués sont le plus souvent des victimes, il n'en est pas de même des trafiquants. Le Code pénal prévoira donc des peines plus lourdes pour ces derniers. Il faut mettre un terme au laxisme en matière de répression du trafic de stupéfiants.

- ◆ Rappelons-nous qu'il n'existe pas de drogues douces... il n'existe que des drogues lentes. La spirale mortelle des toxicomanes commence toujours par un petit joint. Une information dissuasive doit donc être généralisée en milieu scolaire.

- ◆ Le Front National demande enfin un meilleur accompagnement des parents de toxicomanes.

IMMIGRATION

Censuré

FAMILLE

1 - Remettre à l'honneur l'union matrimoniale.

- ◆ Composée d'un homme et d'une femme liés par une promesse de fidélité librement consentie, la famille est la cellule de base, le fondement de la société européenne. Elle est source de vie, condition de l'épanouissement harmonieux de l'être humain. Elle est le lieu premier de l'éducation et de la transmission de la culture. Elle est le fondement essentiel qui sous-tend l'identité, la vitalité et la pérennité d'un peuple.

Or, la démographie de la Wallonie – et de l'Europe entière, hélas – est préoccupante pour tous ceux qui entendent maintenir identité et culture. Le Front National préconise une politique familiale volontariste, davantage tournée vers l'enfant.

- ◆ Trop d'enfants souffrent de grandir dans le contexte du divorce de leurs parents. Il convient de favoriser le mariage. Mais le soutien aux familles monoparentales doit être maintenu et développé au maximum, nul membre de la communauté populaire ne pouvant être abandonné à un sort pénible ou précaire.

2 - Faciliter le travail à mi-temps des pères ou mères de famille.

- ◆ La flexibilité des horaires et le travail à domicile peuvent contribuer à associer, avec bonheur, vie professionnelle et vie familiale. Il

convient d'harmoniser, si possible, heures de travail et horaires scolaires par le biais d'horaires parentaux modulables. Le travail à mi-temps semble la solution adéquate pour l'un des membres de la famille.

3 - Augmenter les allocations familiales.

◆ Le Front National se prononce pour une nette augmentation des primes de naissance et des allocations familiales dès le deuxième enfant. Il s'affirme partisan du prolongement du congé parental avec salaire pour une durée d'un an et demi.

4 - Respecter l'enfant à naître.

◆ Femmes et hommes adhérents du Front National considèrent l'avortement comme une tragédie. Cette tragédie touche à la fois le couple et un tiers, à savoir l'enfant à naître. Nous savons qu'en ce domaine, il n'est pas de bonne loi. Le droit à la vie est le premier des droits et notre opposition à l'avortement demeure pleine et entière, à la fois pour des raisons politiques, démographiques et humaines. Notre opposition à l'avortement n'étant pas d'essence religieuse, nous considérons qu'il s'agit d'abord, pour la plupart des futures mères, d'un problème social. Une aide financière à la mère célibataire nous semble la première mesure à adopter, car le drame de l'avortement est bien souvent lié à une situation économique désespérée. Cette aide doit être étendue à chaque famille en difficulté : c'est par une politique sociale hardie, une politique de soutien aux plus humbles que l'on pourra mettre fin à la culture de mort qui gangrène notre société. L'adoption pré-natale est également envisageable pour sauver une vie humaine.

5 - Assouplir la procédure d'adoption des enfants européens et interdire le commerce d'enfants du Tiers-Monde.

SANTÉ

1 - Revaloriser le statut du personnel infirmier.

◆ Le nombre d'infirmières et d'infirmiers étant réduit dans de nombreux hôpitaux, il est nécessaire d'assurer aux membres de cette profession un salaire plus attractif, majoré pour le travail de nuit, le travail du dimanche et des jours fériés. Cette revalorisation salariale contribuera à affirmer la reconnaissance de la société pour le personnel infirmier.

2 - Améliorer le système hospitalier.

◆ La gestion des hôpitaux publics doit être dépolitisée et son coût réduit. Le nombre de lits par hôpital doit être augmenté. L'hospitalisation à domicile doit être proposée au malade à chaque fois que la chose est possible.

◆ Enfin, un rapprochement systématique doit s'opérer entre médecins, personnel hospitalier, chercheurs et universitaires.

3 - Valoriser la kinésithérapie.

◆ La kinésithérapie est un ensemble efficace de traitements. Elle peut remplacer ou réduire la consommation de médicaments onéreux et toxiques.

4 - Lutter contre les épidémies de SIDA et d'hépatite.

◆ Elite du corps médical et infirmier, un personnel spécialisé luttera contre les maladies virales, au sein d'établissements de pointe disposant de crédits adaptés.

Le Front National estime qu'un dépistage national systématique s'impose pour combattre efficacement le SIDA – à commencer par les populations à risques - milieu carcéral, prostitution. Soulignons que plusieurs maladies mortelles, telle la tuberculose, avaient été presque éradiquées en Europe et qu'elles nous reviennent aujourd'hui de l'étranger. Un contrôle sanitaire sérieux doit donc être instauré à nos frontières. Nous pourrions nous inspirer du modèle russe : chaque touriste entrant sur le territoire de la Fédération dispose de quarante-huit heures pour se faire examiner dans un Centre médical d'Etat. Un test anti-SIDA est effectué. Si le touriste est séropositif, il est expulsé du pays.

5 - Augmenter les crédits alloués à recherche.

◆ SIDA, cancer, hépatite et maladies cardio-vasculaires doivent faire l'objet de recherches médicales accrues. Les crédits de la

recherche doivent être augmentés. Nos chercheurs collaboreront de manière systématique avec les chercheurs des autres nations européennes.

6 - Lutter contre la drogue.

◆ Des cures de désintoxication doivent être imposées aux drogués. Elles seront suivies d'une période de resocialisation par le sport et le travail d'intérêt général. Des campagnes d'information, avec images chocs, doivent être envisagées dans tous les établissements scolaires. En matière de drogues, il est urgent de mettre fin à la politique de libéralisation prônée par les socialistes et par ECOLO : cette politique est criminelle.

7 - Garantir le respect de l'éthique médicale.

◆ Le droit fondamental à la vie, le respect de l'enfant à naître et des personnes âgées doit être réaffirmé. Le Front National préconise assistance et accompagnement du malade en phase terminale. La lutte contre l'euthanasie reste une de nos priorités, sachant que la médecine moderne est en mesure d'apaiser toutes les douleurs.

◆ Le corps humain doit demeurer un bien hors-commerce.

8 - Rembourser intégralement tout médicament de première nécessité aux invalides, retraités, individus et familles en situation précaire.

SÉCURITÉ

1 - Moderniser les moyens de lutte contre les crimes et délits.

◆ L'armement, les véhicules et le matériel de la police doivent être à la pointe du progrès technique. La police scientifique, qui est appelée à jouer un rôle sans cesse croissant, doit être l'objet de toute notre attention. Son budget doit être revu à la hausse.

2 - Interdire la politisation de la police.

◆ La police locale doit cesser d'être la milice privée de bourgmestres. Le Ministère de l'Intérieur doit garantir l'indépendance de ces services.

3 - Mener une politique de prévention des crimes et délits...

◆ Une société civilisée ne peut tolérer que ses membres les plus vulnérables vivent dans la peur. La sécurité des biens et des personnes est l'obligation majeure des pouvoirs publics.

L'insécurité qui règne dans certains quartiers de nos villes doit faire place à la paix, la tranquillité et l'ordre public. Le Front National s'insurge contre l'existence de zones de non droit, où nos concitoyens sont les otages de bandes organisées. Force doit revenir à la loi sur l'ensemble du territoire. Le Front National se prononce en faveur de l'installation de caméras de surveillance devant les lieux sensibles : écoles, abords des gares, bureaux de poste. Les effectifs policiers doivent être accrus. Les antennes locales de la police doivent être en permanence accessibles au public. La présence sur le terrain d'agents de quartier et l'intervention rapide de patrouilles aux effectifs suffisants nous semblent capables de réduire de façon significative le nombre des délits.

◆ Mais la prévention des crimes et délits ne peut être efficace que si l'ensemble des pouvoirs publics s'impliquent dans ce combat. La justice doit suivre l'évolution de la délinquance et se pencher davantage sur le sort des victimes ; la politique familiale doit refaire de la famille le centre de l'éducation ; l'aménagement du territoire doit humaniser les grands ensembles ; l'immigration illégale doit être enrayée ; la police doit être mieux organisée, ses agents mieux formés et consultés par la hiérarchie lors des prises de décision concernant leur travail.

◆ Toute action de prévention sérieuse passe par une éducation civique dès le plus jeune âge. L'école a, elle aussi, une tâche à accomplir en ce domaine.

4 - ... tout en maintenant une politique répressive face à la voyoucratie.

◆ Des bandes sèment la terreur dans plusieurs de nos cités. Composées majoritairement d'individus mineurs, sûres de jouir d'une

quasi impunité, elles terrorisent la population.

Pour enrayer la croissance exponentielle de la "petite" délinquance, le Front National propose :

- le dessaisissement automatique du Tribunal de la Jeunesse pour les jeunes à partir de 16 ans, en cas de crimes ou délits portant atteinte aux personnes ;
- l'application du principe de "tolérance zéro" : chaque délinquant doit être poursuivi et sanctionné suivant la gravité de ses actes ;
- le versement des allocations familiales destinées aux délinquants mineurs à leurs victimes, pendant une période variable dépendant des dommages subis. Cette dernière mesure permettrait aussi de responsabiliser les parents qui abdiquent leurs devoirs et responsabilités.

5 - Sélectionner davantage encore les jeunes candidats-policiers : ceux qui choisissent d'être au service de la population doivent compter parmi les meilleurs !

JUSTICE

1 - Assurer l'indépendance et l'efficacité de la justice.

◆ La dernière réforme de la justice a été une vaste entreprise de manipulation partitocratique, inacceptable dans une démocratie moderne. Nombreux sont ceux qui s'interrogent aujourd'hui sur la réalité de la séparation des pouvoirs : le nouveau système a renforcé institutionnellement la mainmise du pouvoir politique sur le judiciaire. Et cela, sans assurer ni la rapidité ni l'efficacité de l'exercice de la justice.

Il est primordial de revenir sur cette réforme honteuse, pour s'assurer que le recrutement des magistrats ne se fera plus en fonction de leur engagement idéologique, qu'ils soient entièrement indépendants du pouvoir politique et qu'ils disposent enfin des moyens humains, matériels et financiers pour assurer leurs fonctions. Les services judiciaires doivent être modernisés. Il est nécessaire de recruter de nouveaux greffiers et magistrats afin de résorber l'arriéré judiciaire.

◆ Députés, sénateurs et ministres bénéficient d'un système de protection trop étendu - immunité parlementaire, procédure de mise en accusation des ministres. Il ne faut pas que les palais de justice deviennent des palais de justices !

2 - Mieux appliquer les lois et les décisions des magistrats.

◆ Sous l'influence néfaste d'un exécutif laxiste, il est apparu que certains pouvaient violer la loi en toute impunité, et que les décisions des juges n'étaient que partiellement exécutées. Aussi est-il urgent de renverser cette tendance, en faisant en sorte que les peines soient prononcées sans retard et qu'elles demeurent incompressibles. A ce titre, l'instauration de tribunaux de flagrants délits nous semble idéale pour juger immédiatement les auteurs d'actes de violence et de dégradations urbaines.

◆ Il va de soi que les lois régissant les congés pénitentiaires, les remises de peines et les libérations anticipées doivent être réformées dans un sens nettement plus restrictif. L'écart entre le maximum et le minimum de la peine prévus par le Code pénal doit être réduit. Les décisions des jurys populaires d'assises doivent être intégralement respectées.

◆ Les crimes les plus insupportables - terrorisme, prise d'otages, trafic international de drogue, activités mafieuses, actes de torture et de barbarie, trafic d'êtres humains, meurtres d'enfants - seront punis de la détention à perpétuité, la peine de mort ayant été abolie.

3 - Lutter contre la corruption.

4 - Incarcérer délinquants et criminels étrangers dans leur propre pays.

◆ Dans le cadre de conventions internationales, les étrangers reconnus coupables, par les tribunaux belges, de crimes ou de délits doivent être remis aux autorités de leur pays, afin d'y purger leur peine. L'interdiction définitive d'entrée sur le territoire national pourra éventuellement compléter cette mesure, ainsi que la déchéance de la nationalité pour les délinquants et criminels belges d'origine étrangère, qui, dans certains cas, pourront être expulsés à l'expiration de leur peine.

5 - Moderniser les établissements pénitentiaires.

◆ Le transfert de nombreux délinquants et criminels étrangers vers les prisons de leur pays d'origine doit permettre de libérer des places dans nos établissements pénitentiaires, d'alléger le coût de leur fonctionnement et, partant, de permettre leur modernisation.

Nos prisons ne peuvent devenir des lieux de pourrissement. Les détenus de catégories différentes - mineurs, petits délinquants, récidivistes et truands chevronnés - doivent être rigoureusement séparés.

◆ Il est impératif de proposer aux détenus un véritable service d'assistance sociale et psychologique qui puisse permettre leur réinsertion rapide dans la société, dès leur sortie de prison. Une aide réelle doit être accordée au prisonnier ayant accompli sa peine.

6 - Revaloriser le statut du personnel pénitentiaire.

◆ Le statut et la rémunération du personnel de l'administration pénitentiaire doivent être revalorisés. Le travail de ces fonctionnaires est souvent pénible, du fait de la surpopulation carcérale. Le Front National estime d'ailleurs urgent la construction de deux nouvelles prisons – l'une en Flandre, l'autre en Wallonie.

7 - Moderniser l'équipement des pompiers.

◆ Il faut créer des centres de formation permanente pour les pompiers.

◆ Il est urgent de reconnaître officiellement que le métier de pompier est un métier à risques.

FISCALITÉ

Voir également le chapitre ÉCONOMIE ET EMPLOI

1 - Supprimer l'impôt sur le revenu du travail pour les petits contribuables.

◆ Une relance de la consommation – et donc de l'activité économique – ne peut s'envisager que dans le cadre d'une diminution de l'impôt sur le travail. Les contribuables isolés qui vivent des seuls revenus de leur travail ne pourront être imposés s'ils gagnent moins de 1 400 euros net par mois.

◆ Les pompiers volontaires doivent également se voir accorder une exonération fiscale totale de leurs indemnités d'intervention.

2 - Alléger les droits de mutation à titre onéreux.

◆ Le Front National propose la généralisation d'un taux de 6% des droits d'enregistrement pour la première acquisition d'un bien résidentiel servant au logement principal. La TVA appliquée lors de l'achat d'un premier bien résidentiel sera diminuée et ramenée à 12%.

3 - Réduire et simplifier la fiscalité.

◆ Le Front National veillera à la simplification des mécanismes de fiscalité – qui sont d'une lourdeur décourageante et freinent le développement de nombre d'activités indépendantes. Une fiscalité favorable aux investissements de modernisation et d'embauche sera privilégiée par l'encouragement fiscal des investissements et leur amortissement accéléré.

◆ Un guichet permanent, accessible deux fois par semaine, en dehors des heures de bureau, sera installé dans chaque administration communale. Ce guichet devra, dans un bref délai, donner une première réponse d'orientation écrite et gratuite à tout citoyen dans les domaines de la fiscalité, des pensions, du chômage, du logement social.

◆ Abandonner les droits de succession pour la transmission des entreprises familiales qui occupent du personnel.

ÉNERGIE

Lancer une grande politique européenne de l'énergie.

◆ Le Front National désire promouvoir une politique d'indépendance énergétique, fondée sur une solidarité européenne totale. Il faut que l'Europe se donne les moyens d'obtenir des prix raisonnables pour son approvisionnement en pétrole. Lors de la négociation de contrats de livraison, la Belgique se fera un devoir de privilégier les pays amis producteurs de pétrole. Un partenariat privilégié doit être établi avec la Fédération de Russie, important producteur de gaz et de pétrole. Cette grande nation doit devenir notre principal fournisseur.

Nous nous efforcerons, cependant, de diversifier nos sources d'énergie, en privilégiant celles qui ne sont pas polluantes et qu'il n'est pas nécessaire d'importer : les éoliennes, l'énergie solaire, les biocarburants.

◆ Le Front National est favorable au développement de l'énergie nucléaire, les centrales nucléaires étant moins polluantes que les centrales thermiques.

AGRICULTURE

1 - Rétablir la préférence communautaire en matière d'agriculture et de pêche et tourner le dos au mondialisme.

◆ Il faut stopper l'importation des denrées alimentaires qui peuvent être produites dans l'Union Européenne, et refuser la mise en jachère de nos terres cultivables. Le but poursuivi est la sauvegarde du monde agricole, l'autosuffisance de l'Europe et, partant, son indépendance économique. Il est illogique d'acheter du maïs ou du blé aux Etats-Unis, ces céréales étant cultivées dans nos pays. Les importations agricoles doivent être réduites aux seuls besoins de la communauté nationale.

2 - Protéger une agriculture traditionnelle, saine et diversifiée.

◆ Les exploitations familiales de taille faible doivent faire l'objet de l'attention des pouvoirs publics, leur rôle économique, social et écologique n'étant plus à démontrer. L'Etat et les Régions Wallonnes doivent limiter le nombre des faillites en proposant un moratoire des dettes, une limitation de la bureaucratie, une politique active de soutien des prix agricoles. Ce qui implique une révision de la politique agricole commune de l'Union Européenne, ainsi qu'une contestation des diktats de l'OMC imposés à nos dirigeants par les Etats-Unis.

◆ La défense des intérêts des producteurs agricoles européens, belges et wallons, menacés par les technocrates de l'U.E. comme par l'impérialisme économique américain, demeure pour nous une priorité absolue.

◆ Une politique nouvelle aura pour but de freiner la course à l'industrialisation, souvent synonyme de qualité médiocre. La modernisation à outrance pèse lourdement sur nos exploitations agricoles. L'agriculture est une activité pluriséculaire au sein de laquelle la tradition a son importance. Ce serait commettre une grave erreur que de vouloir y appliquer les principes de l'économisme libéral. La modernisation exige d'importants investissements de la part des agriculteurs, elle engendre souvent un excès de production qui a pour conséquence la chute des prix. L'agriculteur prolétarisé, endetté, esclave des banques et des usuriers... un drame humain que refuse le Front National, qui se prononce en faveur d'une agriculture traditionnelle, saine et naturelle.

3 - Mener une politique de labels nationaux et régionaux.

◆ La qualité doit être préférée à la quantité et la consommation de produits locaux doit être encouragée par les Régions.

4 - Développer les cultures susceptibles d'être utilisées comme matières premières industrielles.

◆ Oléagineux, cannes à sucre et céréales sont des végétaux à partir desquels il est possible de produire du carburant. La culture de ces végétaux sur une plus grande échelle doit être encouragée.

5 - Sauvegarder la vie du monde agricole et rural.

◆ Le Front National refuse l'actuelle politique belge et européenne qui conduit à la désertification de nos campagnes. Le monde agricole ne regroupe certes qu'une part infime de la population active : guère plus de 2 à 3%. Elle est néanmoins essentielle à notre pays. Son maintien et son bien-être sont vitaux pour tous : tuer l'agriculture wallonne équivaldrait à asphyxier notre région. Il faut développer le tourisme rural de qualité et les animations culturelles. Il faut aider les jeunes exploitants à conserver l'amour de la terre et le goût des travaux agricoles.

6 - Etablir un système qui assure la participation directe des agriculteurs dans la commercialisation de leurs produits.

7 - Créer une société foncière wallonne d'aménagement et d'organisation rurale, ainsi qu'une société wallonne de crédit agricole.

ENSEIGNEMENT

Voir également, pour l'enseignement technique et professionnel, le chapitre ÉCONOMIE ET EMPLOI.

1 - Instaurer des chèques-éducation couvrant les frais de fonctionnement de l'enseignement.

◆ Ces chèques doivent être attribués à chaque famille pour les enfants soumis à l'obligation scolaire. Ils seront financés par la Communauté Française et leur montant variera en fonction de plusieurs facteurs : l'âge de l'enfant, la fréquentation des cours et les revenus des parents.

◆ Des chèques-transport seront également délivrés aux parents afin de couvrir les frais de déplacement des enfants scolarisés.

2 - Rétablir la qualité de l'enseignement primaire et le prestige des enseignants.

◆ Le rôle premier de l'école est de transmettre les connaissances fondamentales - lire, écrire, calculer, s'exprimer convenablement dans la langue de sa communauté. Les avancées de l'illettrisme dans notre pays doivent être le souci de chacun : privé de culture, l'enfant sera condamné à n'être, plus tard, qu'un citoyen de second ordre. Le retour à une conception stable et cohérente de l'enseignement fondée sur les principes de hiérarchie, de discipline et de travail s'avère donc urgent. L'école devra aussi transmettre les valeurs de base de notre société européenne : la famille, l'effort, le mérite, le civisme, le caractère et la volonté.

◆ L'enseignant doit être respecté. Son dévouement ne fait aucun doute. Il mérite la reconnaissance de tous les parents d'élèves. De façon à remplir pleinement son rôle, à la fois éducatif et culturel, il devra faire preuve d'absolue neutralité politique et accepter le contrôle de ses connaissances et aptitudes par les autorités de tutelle.

3 - Susciter l'émulation dès le début de la scolarité.

◆ L'enseignant doit remettre à l'honneur le mérite et la réussite individuelle. L'école doit être celle du savoir, non celle du laxisme et de l'égalitarisme béat.

4 - Assurer la discipline et la sécurité au sein des établissements scolaires et dans leurs environs immédiats.

◆ Certaines écoles sont devenues le lieu de rencontre des dealers et de leurs clients. Des élèves et des individus étrangers à l'établissement d'enseignement y sèment la terreur. Le racket se généralise. Cette situation doit cesser et de sévères sanctions doivent être prises à l'endroit des délinquants et d'éventuels complices, issus ou non de la proche famille. Pour assurer le rétablissement du droit, il convient de rendre aux directeurs d'école leur autonomie de chefs d'établissement et leur liberté pédagogique, en brisant l'actuel carcan administratif. La création d'un corps de discipline, chargé du bon maintien et de la sécurité des élèves, soumis au contrôle du directeur d'établissement et de l'Administration, peut être envisagée dans certaines écoles trop longtemps abandonnées à la violence et à l'indiscipline.

5 - Faire de l'école un outil de l'identité européenne.

◆ Le programme des cours d'histoire et de littérature doit permettre aux enseignants de mettre en valeur l'identité et la civilisation européennes. Nos élèves seront fiers de leur culture et de leurs racines : la tradition humaniste, qui est le ciment de notre continent, sera ainsi préservée. Il est temps, en particulier, de mettre fin à une histoire de Belgique tronquée où notre nation apparaît comme étant l'adjonction de deux peuples distincts. Il est temps d'écrire l'histoire véritable de la colonisation. L'ethno-masochisme, le tiers-mondisme et l'idéologie dominante doivent céder la place à la vérité et à la rigueur historique.

◆ L'éducation civique sera rétablie, ainsi que les cours de savoir-vivre.

6 - Assurer l'intensification et la diversification des activités sportives tout au long des études. Mens sana in corpore sano.

7 - Intensifier l'enseignement des langues.

◆ Dès la troisième année d'enseignement primaire, l'apprentissage du néerlandais doit être obligatoire en Wallonie. Il en sera de même en Flandre pour le français. En début d'humanités, l'allemand, également langue nationale, ne devra pas être sous-estimé.

8 - Encourager la recherche scientifique.

◆ Partagé entre régions, communautés et Etat fédéral, le budget scientifique de la Belgique est particulièrement étié. Cette insuffisance notoire, qui est la cause de l'appauvrissement intellectuel et du délabrement économique de la Wallonie, provoque la fuite de nombreux cerveaux vers les Etats-Unis. Pour faire face à cette situation, le Front National entend promouvoir une collaboration Etat-Europe-universités-entreprises et offrir à nos chercheurs de meilleures conditions de travail.

9 - Garantir la liberté de choix de l'école.

CULTURE

1 - Faire de la défense de la culture une priorité absolue.

◆ L'Etat a le devoir de veiller au développement de la culture. Celle-ci doit être authentiquement populaire : elle ne peut être l'apanage ni des nantis ni des fabricants de modes. S'il ne peut exister d'art officiel unique, il est urgent de mettre fin au financement de productions heurtant le bon goût comme à celles soumises au conformisme cosmopolite marxiste. Nous permettrons ainsi à la culture de regagner ses lettres de noblesse.

◆ La mission de l'Etat est de conserver le patrimoine national, d'assurer son rayonnement et de garantir l'enseignement artistique à l'école et dans les académies. Mais il doit aussi, au travers de vastes campagnes d'information, sensibiliser l'ensemble de la population aux richesses de la communauté. La culture est un bien commun. Littérature, théâtre, cinéma, peinture, sculpture : l'art est le miroir de l'âme d'un peuple et son trésor le plus sacré. Arts et culture doivent être accessibles à tous et libérés du joug de la pensée unique.

2 - Valoriser prioritairement les productions nationales et européennes.

◆ Le Front National refuse le déracinement culturel et l'américanisation croissante de notre société. Séries télévisées et productions cinématographiques américaines envahissent nos écrans, véhiculant un matérialisme étranger à nos peuples. La culture, comme l'économie, est un champ de bataille où s'affrontent partisans et adversaires de l'indépendance et des libertés européennes. Il convient donc de soutenir toute production européenne de qualité, reflétant l'esprit et la sensibilité des gens de chez nous.

3 - Encourager le mécénat privé.

4 - Eveiller la découverte culturelle.

◆ Les Musées nationaux, dépendant des Institutions scientifiques de l'Etat, doivent redevenir entièrement gratuits. Seules les expositions temporaires demeureront payantes.

◆ L'accès à la Bibliothèque royale et à l'ensemble des bibliothèques publiques doit également être gratuit.

ENVIRONNEMENT ET ÉCOLOGIE

1 - Sauver l'environnement, humaniser l'urbanisme et revitaliser le cœur des villes.

◆ L'environnement est un élément essentiel de la qualité de la vie. En Wallonie, celui-ci est gravement menacé par les pollutions industrielles et ménagères, rendues possibles par une législation imprécise et négligente. Sur les quelque 8 000 décharges que compte le territoire wallon, 2 500 sont considérées à hauts risques - classement identique à celui de la décharge de Mellery - 1 450 sont situées en zones protégées, près d'une centaine en zone de captage d'eau. On croit rêver !

◆ S'agissant des déchets gazeux, la Wallonie rivalise avec certaines régions des pays de l'ex-bloc de l'Est. Un effort financier sérieux doit être entrepris au sein des entreprises industrielles privées, afin de protéger l'environnement.

◆ En matière d'urbanisme, le Front National entend laisser une liberté créatrice entière aux architectes dans le cadre d'un plan général visant à préserver le caractère traditionnel des quartiers. Il importe de construire de petits immeubles - moins de six étages - afin de préserver le tissu social de nos villes et non de grands ensembles de béton où nul ne se connaît. L'architecture déracinée doit être rejetée, notre pays et notre région ayant trop souvent été mutilés par des promoteurs sans scrupules. Il faut donc arrêter la croissance tentaculaire des villes - Bruxelles, Charleroi, Liège - et favoriser l'aménagement des villes moyennes qui accueilleront administrations et zonings industriels de faible superficie.

◆ D'autre part, il est urgent de reconquérir de nombreux quartiers délaissés de nos villes en éliminant les chancres urbains.

2 - Appliquer le principe du pollueur-payeur.

◆ La pollution doit être assimilée à un acte de vandalisme. La législation instituant des délits d'atteinte à l'environnement doit être complétée et renforcée en ce sens. Entreprises polluantes et initiateurs de décharges clandestines doivent être poursuivis et condamnés à de lourdes amendes.

3 - Recourir à la consultation locale et aux enquêtes publiques pour les questions d'environnement.

◆ Cette procédure profondément démocratique permet d'échapper aux pressions qu'un groupe industriel pourrait exercer sur les pouvoirs publics.

4 - Encourager l'usage des transports non polluants et des transports en commun.

◆ Le rail, les canaux et le réseau fluvial doivent être favorisés pour le transport des marchandises.

◆ Il faut privilégier les transports en communs. Ceux-ci doivent être plus nombreux, plus sûrs et moins chers.

5 - Assurer l'harmonie des paysages de notre pays.

◆ Les Ardennes et l'ensemble des sites naturels exceptionnels de Wallonie doivent être sauvegardés de toute promotion immobilière anarchique. Notre littoral flamand doit lui aussi être protégé des promoteurs.

6 - Protéger la flore et la faune.

◆ Un contrôle rigoureux de l'équilibre écologique s'impose quant à la qualité de l'eau, de l'air et de la terre. Chasseurs et pêcheurs – dont les activités sont conformes à nos traditions – sont invités à se comporter avec la pleine conscience de leurs responsabilités.

7 - Mettre un terme à la souffrance des animaux. Protéger les animaux domestiques.

◆ Le transport des animaux destinés aux abattoirs doit être mieux contrôlé. Les abattages rituels pratiqués par certaines religions doivent strictement respecter la réglementation relative aux animaux de boucherie ; ils ne pourront être effectués que sous contrôle vétérinaire et dans des lieux prévus à cet effet. Sur ce point particulier, le Front National soutient sans réserve les exigences de GAIA, association de défense des animaux. L'abattage clandestin doit être réprimé.

◆ Toute cruauté envers un animal doit être sanctionnée par de lourdes amendes. L'Etat subsidiera davantage les sociétés de protection des animaux.

INSTITUTIONS ET DÉMOCRATIE

1 - Conforter le pouvoir du Parlement.

◆ L'élection des représentants du peuple doit demeurer une élection au scrutin intégralement proportionnel. Le citoyen voit ainsi ses droits garantis et ses opinions représentées.

Le Parlement ne doit pas se contenter de prendre acte des décisions du gouvernement : son rôle est de contrôler le pouvoir exécutif et d'assurer ainsi une démocratie vivante.

◆ La Chambre doit conserver toutes ses prérogatives. Quant au Sénat, son existence ne peut être maintenue qu'après profonde mutation. Un tiers des sièges de sénateurs doit être réservé aux représentants des différents corps sociaux qui constituent la nation. Ces derniers feraient l'objet d'une élection propre au sein des assemblées professionnelles, syndicales et industrielles, leur assurant une représentation paritaire et pluraliste. Ils seront le lien entre le pouvoir et les électeurs, considérés à la fois comme citoyens et comme acteurs de la vie socio-économique.

2 - Instaurer le référendum d'initiative populaire à tous les niveaux de pouvoir.

◆ En régime représentatif, le peuple élit des représentants qui le gouvernent. L'électorat rend légitime un pouvoir dont les représentants sont les seuls détenteurs : il y a là délégation totale de souveraineté. La notion-clé, en régime démocratique, est la participation du peuple à son destin. La démocratie implique aussi la possibilité de manifester ou de refuser le consentement du citoyen aux professionnels de la politique.

Ce ne sont pas les institutions qui rendent la démocratie réelle, mais bien la participation du peuple à ces institutions. Le maximum de démocratie se confond avec le maximum de participation. Trop de Belges s'estiment exclus des grandes décisions qui déterminent leurs vies. Si les partis politiques contribuent à la volonté politique des citoyens, le référendum y contribue également, sinon davantage. Le référendum d'initiative populaire rend la parole au peuple, unité de destin face à l'universel.

◆ En recueillant les signatures d'un nombre déterminé d'électeurs, le citoyen pourra provoquer l'organisation d'une consultation populaire, dont le résultat aura force de loi.

3 - Soumettre les intercommunales et les entreprises publiques au contrôle de la Cour des Comptes.

4 - Dépolitiser la haute administration.

◆ Les nominations de hauts-fonctionnaires doivent s'effectuer selon le seul critère de la compétence. Il est important de séparer la politique de l'administration afin d'éviter toute dérive technocratique. Il faut limiter les cumuls de mandats publics et économiques.

5 - Garantir le respect des droits constitutionnels.

◆ Nos droits constitutionnels – et plus particulièrement la liberté d'expression et d'association – doivent faire l'objet d'une protection particulière. Les lois liberticides, euphémiquement qualifiées d'antiracistes, doivent être abrogées. Les autorités locales qui, sous de fallacieux prétextes, interdisent une réunion politique pacifique doivent être sanctionnées.

6 - Se prémunir contre les maladies médiatiquement transmissibles : encadrer et dépolitiser le pouvoir médiatique.

◆ Dans toute démocratie moderne, les médias constituent, de fait, un quatrième pouvoir. Malheureusement, son indépendance vis-à-vis de l'exécutif, du législatif ou du judiciaire est loin d'être garantie. Les médias acceptent l'aide directe ou indirecte des pouvoirs publics. Ils profitent de leur situation pour influencer le vote des électeurs, n'hésitant pas à manipuler l'opinion publique et à diaboliser les formations politiques hostiles au système. Leur esprit mercenaire les transforme en vecteurs de désinformation.

◆ Le principe de responsabilité du journaliste doit être réaffirmé. Il est inadmissible que le pouvoir médiatique n'ait pas à répondre de ses actes.

Le Front National veut garantir l'indépendance des journalistes, ainsi que le pluralisme et le traitement équilibré de l'information. Les subsides directs dont bénéficient les journaux doivent être supprimés. Il convient de créer un Ordre des journalistes professionnels et de renforcer les droits de protection de l'image pour tous les citoyens – qu'ils soient puissants ou misérables.

◆ Le Front National préconise l'obligation, pour les chaînes du service public, d'accorder un temps de parole équitable à chaque parti se présentant aux élections. Les formations politiques représentées dans les assemblées doivent pouvoir s'exprimer librement sur les antennes. Il est plus que temps de mettre fin aux agissements antidémocratiques d'un quarteron de satrapes socialistes qui a fait de la RTBF la plus sectaire des télévisions !

◆ Bien que garanti par la loi, l'exercice effectif du droit de réponse reste aléatoire pour le militant d'opposition nationale. Il doit être facilité par de nouvelles dispositions civiles et pénales. Il n'est pas normal qu'une personne s'estimant calomniée par un organe de presse n'ait, en pratique, quasiment aucun moyen de recours.

7 - Maintenir l'unité de la Belgique dans le cadre fédéral actuel.

◆ Le Front National propose à tous les Belges une paix communautaire. Il souligne les liens culturels et historiques qui, depuis des siècles, unissent nos populations de langues germanique et romane. L'unité de la Belgique lui assure, au niveau international, un poids politique et économique que nous entendons préserver.

◆ La Wallonie frontiste remplacera avantageusement la Wallonie socialiste et assurera à cette région fierté, justice sociale et prospérité, mettant un terme à la plupart des griefs entretenus par les flamingants. Nous rompons avec l'assistanat socialiste et nous nous montrerons dignes de nos pères, travailleurs infatigables. Ajoutons que l'image d'une Wallonie paresseuse et moribonde subsidiée par une Flandre laborieuse est fautive et inacceptable.

8 - Supprimer le vote électronique

◆ qui n'offre pas toutes les garanties requises contre la fraude et revenir au "vote papier".

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

1 - Œuvrer pour une diplomatie européenne unique.

◆ Si l'Europe veut éviter la marginalisation dans le monde de demain, il est indispensable qu'elle parle d'une seule voix. L'Europe doit affirmer son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis et de l'ONU. Sa diplomatie doit favoriser sur les cinq continents l'émergence de forces identitaires.

2 - Refuser les dogmes du "Nouvel Ordre Mondial".

◆ Que ce soit en matière politique, militaire, économique ou culturelle, la Belgique et l'Europe doivent refuser la destruction du principe de souveraineté qui contribue à briser les identités et à asservir les peuples. Nous refusons les ukases de l'administration américaine, les manœuvres des lobbies capitalistes. Garante de notre liberté, l'indépendance de la nation est notre bien le plus cher.

3 - Redéfinir notre politique de coopération.

◆ La Belgique et l'Europe doivent revoir leur politique d'aide au Tiers-Monde en tournant le dos aux institutions mondialistes - Fonds Monétaire International, Banque Mondiale. Il convient de préférer l'apport d'une aide concrète, efficace et responsable. En échange d'une assistance, l'Etat bénéficiaire aidera notre pays et nos partenaires européens à lutter contre l'immigration illégale de ses ressortissants, en organisera le retour et, dans le cadre politique, militaire ou économique, favorisera l'Union Européenne par rapport aux autres puissances.

◆ A ce titre, les pays du Maghreb, et en particulier le Royaume du Maroc, seront des partenaires privilégiés qui pourront prétendre au renforcement des relations diplomatiques et économiques avec l'U.E.

DÉFENSE NATIONALE

1 - Se donner les moyens d'une défense efficace en intégrant l'armée dans la nation.

◆ La défense est une mission nationale. L'absence d'esprit patriotique ne peut qu'entraîner la déliquescence de notre armée, réduite au rôle d'organisation humanitaire aux ordres de l'ONU. La conscription ne correspondait plus aux besoins de nos forces armées et n'était guère motivante pour la jeunesse. Sans remettre en cause la professionnalisation de notre défense, le Front National entend proposer aux jeunes un service militaire volontaire de quelques mois, pouvant être prorogé par l'intéressé(e) lui-même. Cette période passée sous les drapeaux sera prise en compte pour l'attribution des allocations de chômage et pour le calcul de la pension.

2 - Œuvrer pour une alliance militaire européenne, indépendante des Etats-Unis.

◆ Etant donné l'évolution des impératifs politiques et techniques, une coordination des différentes armées européennes s'impose si notre continent souhaite jouer son propre rôle dans le monde de demain. Il est impératif de dégager l'Europe de la tutelle américaine. Des efforts doivent être entrepris pour doter l'alliance militaire européenne, que souhaite le Front National, de forces terrestres, maritimes et aériennes polyvalentes. L'Europe doit aussi développer son potentiel de surveillance militaire - satellites - créer une défense antimissile et soutenir son industrie d'armement. A court terme, l'alliance militaire européenne doit évoluer vers la création d'une véritable armée européenne intégrée, placée sous commandement unique.

◆ Des manœuvres militaires conjointes pourront être envisagées avec l'armée russe.

3 - Tenir compte des véritables menaces.

◆ La Belgique et l'Europe doivent évaluer les véritables menaces mettant en cause leur existence : montée d'un islamisme fanatique, terrorisme international, déséquilibre démographique entre le Nord et le Sud. Il faut développer au sein de la population un esprit de défense et de patriotisme à cent lieues d'un pacifisme anachronique.

◆ En revanche, la Belgique doit refuser de participer aux missions bellicistes de l'OTAN visant à instaurer un Nouvel Ordre Mondial. L'OTAN était à l'origine - 1949 - une alliance purement défensive. Elle protégeait l'Europe occidentale de la menace soviétique. Depuis la chute du mur de Berlin et la disparition de l'URSS, elle ne répond plus aux exigences de notre temps. La maintenir reviendrait à perpétuer au sein d'une hypothétique "communauté atlantique", l'état de dépendance de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis. Outil de l'impérialisme nord-américain, l'OTAN est aujourd'hui l'un des principaux dangers pour la paix du monde. La Belgique n'a pas à s'engager militairement en Afghanistan pour satisfaire la soif de conquêtes de Mme Rice et M. Bush !

Il faut désengager les troupes belges et les mettre à la disposition du FRONTTEX.

4 - Honorer la mémoire des anciens combattants et plaider pour une réconciliation européenne effective.

◆ L'amour de la patrie peut contribuer à la renaissance de notre continent tout entier. Les campagnes hostiles à nos soldats d'hier et d'aujourd'hui ainsi que les campagnes favorisant un climat de haine entre Européens doivent être bannies.

L'EUROPE, NOTRE GRANDE PATRIE

1 - Définir l'Europe.

◆ Si la Wallonie est notre patrie charnelle, la Belgique notre patrie historique, l'Europe est notre grande patrie en devenir. Elle ne doit pas être confondue avec la bureaucratie sans âme et les groupes de pression économiques qui, à Bruxelles, en sont l'exacte antithèse.

◆ Aucun critère historique, géographique ou culturel n'est actuellement défini pour permettre ou refuser l'adhésion d'un nouvel Etat au sein de l'Union Européenne. Il importe donc de définir prioritairement les frontières de l'Europe. Et de refuser sans équivoque l'entrée dans l'U.E. de pays extra-européens tels que la Turquie, Israël ou le Maroc.

2 - Réformer l'actuelle Union Européenne.

◆ Le caractère bureaucratique et antidémocratique de la Commission européenne, ainsi que l'idéologie mondialiste qui l'anime, jouent un rôle extrêmement néfaste et déconsidèrent l'idéal européen. Ce grand projet, qui propose de redonner à nos peuples une conscience et un avenir, ne saurait s'identifier au conglomérat marchand et bureaucratique qu'est l'Europe de Bruxelles. L'Europe a besoin d'un pouvoir central capable de prendre en charge, au niveau le plus élevé, certaines matières vitales d'intérêt commun, telles que l'environnement, l'économie, le social, la politique étrangère et la défense.

◆ L'Europe actuelle se trouve vidée de tout contenu politique véritable. Conformément au modèle libéral dominant, les forces économiques prennent le pas sur les pouvoirs politiques. Abandonnée aux lois du marché mondialisé, l'Europe de Bruxelles se réduit à un espace économique livré aux puissances d'argent et à une administration anonyme. Le Front National refuse cette Europe-là parce qu'il est passionnément européen. Il appelle à la réforme urgente de l'Union et au renforcement du contrôle démocratique de la Commission par le Parlement européen.

3 - Préserver la diversité des pays de l'Union.

◆ De l'Europe des Etats à l'Etat européen, il faudra surmonter bien des oppositions et des contradictions. Le Front National affirme que l'Europe nouvelle, qu'il appelle de ses vœux, conjuguera puissance et respect des identités nationales et régionales. Toute forme de jacobinisme, toute hégémonie sera proscrite. Chaque culture, chaque langue, chaque particularisme seront respectés.

4 - Réaliser l'Europe sociale.

◆ L'Europe des peuples et des cultures, que nous entendons ériger, sera également une Europe sociale.

5 - Refuser l'eurocratisation de Bruxelles.

◆ Il est aujourd'hui évident que la capacité de notre capitale à accueillir des institutions et des fonctionnaires européens est dépassée. Notre pays doit revendiquer un meilleur respect du caractère brabançon de Bruxelles et suggérer l'arrêt du centralisme institutionnel européen.